

Après le tsunami : difficile reconstruction au Sri Lanka

jeudi 27 avril 2006, par [ALLEYN Patrick](#) (Date de rédaction antérieure : 27 janvier 2006).

Trincomalee, Sri Lanka - Début janvier, dans le café branché Barefoot de la capitale Colombo, des travailleurs humanitaires espagnols, italiens et suisses attendent chaque jour les rapports de sécurité de leur bureau chef. Ils travaillent à la reconstruction post-tsunami, à Trincomalee, sur la côte est du Sri Lanka. Mais depuis l'assassinat par l'armée de cinq étudiants tamouls sur la plage de cette ville, puis l'explosion d'un bateau de la marine nationale et les grèves politiques (hartals) lancées par les différentes communautés, on les a retirés du terrain.

Après deux semaines de paralysie, le 16 janvier, les travailleurs humanitaires reviennent à Trincomalee. Dès le lendemain, deux coordonnateurs de chantier rentrent en tremblant au bureau de Caritas, un réseau d'organisations catholiques qui inclut l'ONG canadienne Développement et Paix. Ils ont été pris au milieu d'une attaque contre un autobus militaire perpétrée par des tireurs non identifiés. Ces assauts presque quotidiens font craindre aux ONG un retour de la guerre entre les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) et l'armée sri lankaise, à majorité cinghalaise. Le cessez-le-feu conclu en février 2002 est de moins en moins respecté.

Après l'indépendance obtenue de la Grande-Bretagne en 1948, le Sri Lanka, un État dominé par les Cinghalais, a multiplié les mesures discriminatoires à l'endroit des minorités du pays, en plus d'encourager une politique de peuplement des régions tamoules par la majorité cinghalaise. Créés en 1976, les Tigres revendiquent un État indépendant pour la minorité tamoule, qui représente 17 % de la population. Le tsunami du 26 décembre 2004, loin de consolider la trêve, a exacerbé les différends autour de la distribution de l'aide dans les régions rebelles.

Caritas participe au Sri Lanka à la reconstruction des 96 000 maisons détruites par le tsunami. À Trincomalee, où le conflit dégénère en affrontements entre civils issus des communautés cinghalaises, tamoules et musulmanes, le réseau Caritas redémarre un chantier de 320 maisons pour la communauté musulmane de Kinniya. Au milieu des ruines laissées par le raz-de-marée, les ouvriers coulent les fondations des premières maisons.

De l'autre côté de la rivière, des Tamouls refusent de quitter un terrain pourtant identifié par le gouvernement local pour la construction d'autres maisons destinées à la communauté musulmane. Certains squatters tamouls auraient menacé de recourir à la violence si l'on cherchait à les déloger. Vivant dans des huttes de fortune depuis dix ans, ces gens sont médusés de voir ces belles maisons neuves, résistantes aux intempéries, leur passer sous le nez. Frappés par la guerre, et non par le tsunami comme leurs voisins musulmans, ils ne peuvent bénéficier de l'aide à la reconstruction. « En 1995, l'armée nous a ordonné de quitter notre village situé dans une zone des Tigres, explique M. Partheban. Nous nous sommes installés ici, et nous ne bougerons pas. »

Cette situation, largement répandue dans les zones de reconstruction, a poussé certaines ONG à faire du lobbying auprès du gouvernement sri lankais afin d'intégrer les déplacés de guerre dans les plans de reconstruction post-tsunami. Il reste à en convaincre les donateurs.

« Les ONG comme Oxfam essaient de travailler autant dans le Sud (cinghalais) que dans le Nord-Est

(tamoul et musulman) », explique la Canadienne Joan Summers, directrice d'Oxfam Grande-Bretagne au Sri Lanka. « Nous avons aussi bâti des abris et fourni l'eau potable dans les territoires des Tigres tamouls. Et nous plaidons pour intégrer les déplacés de guerre. Il faut une approche équitable pour toutes les communautés, sinon nous créerons des tensions. »

Vinothini Thampapillai dirige un programme de consolidation de la paix à Trincomalee. L'animatrice de Caritas organise des activités culturelles et sportives pour rapprocher les communautés. Dans son album photo, elle montre un moine bouddhiste, une jeune tamoule et un chrétien célébrant ensemble le nouvel an cinghalais et hindou. Mais lorsque qu'on lui pose des questions sur le conflit, elle tourne nerveusement les pages de l'album et change de sujet. La guerre impose ici le silence.

Le regain des tensions ces derniers mois laissent malheureusement croire à un possible retour de la guerre. Rare tamoul au sein du gouvernement, le ministre Lakshman Kadirgamar était abattu à son domicile le 12 août dernier. En novembre, Mahinda Rajapakse remportait la présidence du pays, avec le soutien non négligeable des radicaux cinghalais hostiles aux négociations avec les indépendantistes. Puis, au cours de la nuit de Noël 2005, des tueurs abattaient Joseph Pararajasingham, député de l'Alliance nationale tamoule, la vitrine politique des LTTE.

Des médiateurs norvégiens sont attendus cette semaine pour relancer les pourparlers. Les Tigres réclament une administration intérimaire dans le nord-est du pays, avant de pouvoir négocier un État fédéral - une proposition pourtant rejetée par le nouveau président lors de sa campagne électorale. L'exemple de l'Indonésie pourra-t-il inspirer les belligérants sri lankais ? Au lendemain du tsunami, le processus de paix avait été réactivé entre le gouvernement et les rebelles de la province d'Aceh, dévasté par la catastrophe. Les accords de paix signés l'an dernier et la pacification de la région qui en a résulté ont grandement facilité les efforts de reconstruction.

La poursuite des attentats au Sri Lanka contraste également avec l'entraide démontrée par plusieurs civils au lendemain de la vague meurtrière. « C'était du jamais vu », raconte Sivasuthan, coordonnateur d'Oxfam à Trincomalee. « Des Cinghalais débarquaient dans les refuges tamouls avec vêtements et nourriture ; des soldats de la Special Task Force risquaient leur vie pour sauver des Tamouls ; des combattantes Tigres portaient dans leurs bras des femmes musulmanes ». Les dirigeants, au Parlement comme dans les territoires rebelles, seront-ils enfin sensibles à ces gestes de solidarité ?

Reportage réalisé avec la contribution financière du gouvernement du Canada, par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

P.-S.

* Paru dans « Alternatives », volume 12 - No. 5, février 2006.